

Questions orales

que l'a dit clairement le bon ami du premier ministre et le nouvel ami de la ministre du Travail, l'ineffable Clyde Wells?

L'hon. Lucienne Robillard (ministre du Travail, Lib.): Monsieur le Président, advenant un non au référendum, vous allez voir ce pays continuer à se transformer comme il l'a fait depuis au moins 30 ans. Et quand on regarde ce que les Québécois sont devenus à l'intérieur de ce pays depuis 30 ans, nous avons toutes les raisons d'être fiers de ce que nous sommes, nous, les Québécois. Et cela, on l'a fait à l'intérieur de la fédération canadienne. Nous avons toujours joué un rôle de premier plan dans cette fédération. Et après le non, nous serons là pour continuer à transformer ce pays.

* * *

• (1425)

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

M. Preston Manning (Calgary-Sud-Ouest, Réf.): Monsieur le Président, au cours des deux derniers jours, la valeur du dollar canadien a chuté d'un cent et demi, les taux d'intérêt ont augmenté de façon alarmante—le taux d'escompte a augmenté de 1 p. 100 aujourd'hui—et les Bourses canadiennes ont connu leurs pires moments depuis huit ans. Les séparatistes ont un avant-goût des conséquences économiques de leur position.

Le ministre des Finances peut-il dire aux Canadiens en termes très clairs ce qu'un vote contre le fédéralisme le 30 octobre signifierait pour leurs comptes en banque, leurs hypothèques, leurs emplois et leur avenir économique?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec), Lib.): Monsieur le Président, il existe un rapport logique entre de faibles taux d'intérêt et une meilleure qualité de vie. Des taux d'intérêt plus bas se traduisent par de meilleures ventes au détail, donc par un marché intérieur plus fort. Il y a alors plus de mises en chantier, plus d'emplois créés. Les gouvernements lourdement endettés ont aussi plus d'argent à consacrer aux programmes sociaux dont le pays a besoin.

Les marchés réagissent très négativement à l'incertitude politique. Je ne peux pas imaginer plus grande incertitude politique que celle qui est créée par ceux qui menacent de briser un pays.

Des voix: Bravo!

M. Martin (LaSalle—Émard): Pour répondre à la question du député, je dirai que cela ferait augmenter les taux d'intérêt sur les hypothèques, réduirait la création d'emplois, ferait diminuer les ventes au détail et laisserait moins d'argent dans les coffres des gouvernements. Pour les Québécois, cela signifierait une très grande incertitude quant à l'avenir de l'union économique et quant à la possibilité qu'ils établissent des rapports avec les États-Unis.

[Français]

Le fait est qu'on ne détruit pas un pays sans que cela ait des conséquences sévères sur sa population, sur son mode de vie. Ceux qui nient les conséquences de la séparation nient la vérité.

[Traduction]

M. Preston Manning (Calgary-Sud-Ouest, Réf.): Monsieur le Président, les séparatistes essaient d'amoindrir les conséquences économiques de l'instabilité des derniers jours. Ils ont essayé d'attribuer la responsabilité de cette instabilité à la peur engendrée par des fédéralistes, mais les marchés monétaires ne se laissent pas facilement influencer par l'émotion ou les tactiques d'intimidation. Comme le ministre l'a dit, ils réagissent négativement à l'instabilité tandis qu'ils réagissent positivement à la stabilité, à la certitude et aux mesures positives.

Ma question complémentaire s'adresse au ministre des Finances: Le ministre dira-t-il quelles mesures positives peuvent être prises pour rétablir la confiance des investisseurs et des prêteurs dans l'avenir du fédéralisme canadien?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec), Lib.): Monsieur le Président, la peur est créée par ceux qui choisissent une option et qui n'osent pas dire à leur peuple quelles en sont les conséquences.

Des voix: Bravo!

M. Martin (LaSalle—Émard): Cependant, il existe une solution évidente. La seule solution, c'est de diminuer l'incertitude. Il n'existe qu'un seul moyen de rassurer les marchés et c'est de voter massivement non le 30 octobre.

M. Preston Manning (Calgary-Sud-Ouest, Réf.): Monsieur le Président, il me semble qu'il y a une autre chose que les Québécois désillusionnés et les marchés monétaires sceptiques ne voient pas, et c'est que le fédéralisme canadien va s'améliorer. Les Canadiens veulent des changements, les provinces veulent des changements, les réformateurs de tous les partis politiques veulent que le fédéralisme canadien s'améliore.

Les Québécois peuvent développer leur langue, leur culture, leurs ressources et prendre leur destinée en main tout en restant au sein de la fédération. Pas besoin de voter oui ni de faire appel à des avocats constitutionnalistes pour garantir la sécurité du fédéralisme.

Le ministre des Finances dira-t-il clairement que le gouvernement fédéral est prêt à apporter à la fédération des changements positifs profonds qui ne nécessitent pas de modifications constitutionnelles, pour qu'un non le 30 octobre signifie à la fois non à la séparation et non au statu quo?

• (1430)

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec), Lib.): Monsieur le Président, je participe à des réunions avec mes homologues provinciaux et territoriaux depuis maintenant deux ans. Je peux dire ici que, lors de toutes ces réunions, sans exception, tous les ministres des Finances ont déclaré qu'il fallait nécessairement changer les rapports entre les gouverne-